DIAL 3243

COLOMBIE - Premier accord entre le gouvernement et les FARC

Noticias Aliadas

lundi 24 juin 2013, par Dial

Les négociations entre le gouvernement colombien et les FARC, les premières depuis 10 ans, ont été officiellement initiées le 18 octobre 2012. Ce texte, publié par Noticias Aliadas le 29 mai, se fait l'écho du premier accord conclu entre les deux parties le 26 mai 2013.

Les négociations pour mettre un terme à plus de 50 ans de conflit armé ont connu des avancées significatives.

Après six mois de négociations à La Havane (Cuba), les négociateurs du gouvernement de Colombie et des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) sont parvenus, le 26 mai, à un premier accord sur le problème agraire, le point le plus délicat sur les six que comporte l'agenda du dialogue pour la paix dont le but est de mettre un terme à plus de 50 ans de conflit armé.

Dans un communiqué conjoint, les délégués du gouvernement et les FARC ont fait savoir qu'ils sont parvenus à un accord sur le premier point de l'agenda qu'ils ont intitulé « Vers une nouvelle organisation de la terre en Colombie : réforme rurale intégrale ».

« Ce que nous avons convenu dans cet accord sera le départ de transformations radicales de la réalité rurale et agraire de la Colombie dans un esprit d'équité et dans le respect de la démocratie. Au cœur de l'accord se trouvent les gens, les petits producteurs, l'accès à la terre et la répartition de celle-ci, la lutte contre la pauvreté, l'aide à la production agropastorale et la réactivation de l'économie rurale », dit le communiqué.

Le président Juan Manuel Santos, par le biais des réseaux sociaux, a applaudi « cette avancée décisive réalisée à La Havane, vers un plein accord visant à mettre un terme à un demi-siècle de conflit. Nous poursuivrons le processus de paix avec la prudence et la responsabilité qui s'imposent ».

Le législateur Iván Cepeda [1] , du Pôle démocratique alternatif, un parti de gauche, a souligné dans ses déclarations devant la presse que, tout au long de l'histoire de la Colombie, la terre « a fait l'objet d'une appropriation par des moyens violents et que la colonisation des terres et des territoires s'est appuyée sur le vol, l'homicide, les massacres et les déplacements forcés ».

Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), à peine plus d'1% de la population possède 51% des terres.

Des ONG colombiennes ont calculé que les groupes armés illégaux ont dépouillé les paysans et les Indiens d'au moins 2 millions d'hectares, que 4 autres millions d'hectares ont été abandonnés par leurs propriétaires par peur de la violence et que 500 000 hectares ont été dérobés à l'État par des procédés frauduleux.

Le PNUD signale également que 75% des communes colombiennes sont rurales, qu'elles couvrent 94% du territoire et accueillent le tiers des 48 millions d'habitants que compte la Colombie.

Bien que ce premier accord soit considéré comme une énorme avancée, les négociateurs ont rappelé dans leur communiqué que « l'un des principes qui guident ces conversations est que "l'accord n'existe pas tant qu'il n'est pas entériné dans son entier". Cela signifie que les accords en cours restent conditionnés au fait que nous parvenions à un accord sur la totalité de l'agenda, et aussi, à mesure que la discussion avancera, au fait que l'on puisse ajuster et compléter les accords sur les points de chacune des sous-parties ».

- Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3243.
- Traduction de Michelle Savarieau pour Dial.
- Source (espagnol) : Noticias Aliadas, 29 mai 2013.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3201 – « COLOMBIE - « l'action des mouvements sociaux a été décisive dans la lutte contre l'impunité » : entretien avec Iván Cepeda ». – note DIAL